

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/VUT/3

3 novembre 1997

(97-4790)

Groupe de travail de l'accession de Vanuatu

Original: anglais

ACCESSION DE VANUATU

Offre initiale sur les services

Le Département des affaires économiques du gouvernement de Vanuatu a fait parvenir au Secrétariat l'offre initiale sur les services ci-après en demandant qu'elle soit distribuée aux membres du Groupe de travail. Sur la base de consultations avec des Membres, une offre révisée est actuellement en cours d'élaboration et sera distribuée sous peu.

REPUBLIQUE DE VANUATU

Renseignements à fournir sur les politiques affectant le commerce des services

Tableau 1: Mesures concernant l'accès aux marchés

Modes de fourniture		Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
A. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
3)	<u>Présence commerciale</u>	<p>3)</p> <p>a) La procédure normale d'agrément et d'enregistrement doit être suivie par les investisseurs étrangers, qui doivent également obtenir une licence commerciale du Comité des patentes commerciales. Les critères suivants sont généralement utilisés:</p> <ul style="list-style-type: none"> i) amélioration de la capacité de production de l'économie; ii) fourniture d'un nouveau produit ou service; iii) incidence sur l'emploi à Vanuatu. <p>(de nouveaux critères en matière d'investissement sont en cours d'élaboration et seront notifiés une fois adoptés par le Parlement)</p> <p>b) Sous réserve de l'obtention d'un certificat délivré par les autorités et les comités concernés.</p> <p>c) Services financiers</p> <p>Sous réserve de l'autorisation du gouvernement, de la Banque centrale de Vanuatu et de la Commission de services financiers.</p>	<p>Loi sur les licences commerciales (chapitre 173) telle que modifiée;</p> <p>Loi sur l'immigration (chapitre 66) telle que modifiée;</p> <p>Loi sur la nationalité (chapitre 112);</p> <p>Loi sur le travail (permis de travail) (chapitre 187);</p> <p>Loi sur les sociétés (chapitre 191) telle que modifiée;</p> <p>Loi n° 32 de 1992 sur les sociétés internationales;</p> <p>Loi sur les sociétés fiduciaires (trusts) (chapitre 69).</p>

Modes de fourniture	Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
4) <u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf pour les mesures concernant l'admission et le séjour temporaire des personnes physiques ayant des compétences techniques ou de gestion qui font défaut à Vanuatu et qui relèvent des catégories suivantes: i) cadre; ii) personnes transférées à l'intérieur d'une entreprise; iii) professionnels sous contrat de prestation de services.	
B. SECTEUR OU SOUS-SECTEUR DES SERVICES		
I. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES		
1. <u>Services professionnels</u> a) Services juridiques, droit national et étranger, y compris le droit international (CPC 861) 1) <u>Fourniture transfrontières</u> 2) <u>Consommation à l'étranger</u> 3) <u>Présence commerciale</u> 4) <u>Présence de personnes physiques</u>	1) Néant, sauf que la fourniture doit se faire dans le cadre d'un cabinet juridique national. 2) Néant 3) Néant, sauf que la présence commerciale doit se faire sous la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société de personnes (partnership). 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	Loi sur les juristes (chapitre 119); Loi sur le partenariat (chapitre 92).

Modes de fourniture	Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
5) <u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé, sauf que le propriétaire/directeur ayant obtenu une licence commerciale, recevra également un permis de séjour.	
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres (CPC 862) <u>Fourniture transfrontières</u> <u>Consommation à l'étranger</u> <u>Présence commerciale</u> <u>Présence de personnes physiques</u> <u>Liens entre les modes de fourniture</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 5) Non consolidé, sauf que le propriétaire/directeur ayant obtenu une licence commerciale recevra également un permis de séjour.	Audit des comptes publics (chapitre 165)
c) Services d'architecture (CPC 8671) <u>Fourniture transfrontières</u> <u>Consommation à l'étranger</u> <u>Présence commerciale</u> <u>Présence de personnes physiques</u> <u>Liens entre les modes de fourniture</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 5) Non consolidé	
d) Services d'ingénierie (CPC 8672) <u>Fourniture transfrontières</u> <u>Consommation à l'étranger</u> <u>Présence commerciale</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant	Loi sur les géomètres (chapitre 175); Loi maritime (chapitre 131).

Modes de fourniture		Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	
III. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGENIERIE CONNEXE			
1.	Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments (CPC 512)		
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Non consolidé*	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	
2.	Travaux de construction d'ouvrages de génie civil (CPC 513)		
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Non consolidé, sauf lorsque les ressources et les matériaux ne sont pas disponibles sur place.	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	

*Non consolidé car techniquement irréalisable.

Modes de fourniture		Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
VII. SERVICES FINANCIERS			
1.	Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance (CPC 812)		Loi sur les assurances (chapitre 82); Loi de 1992 sur la Commission des services financiers.
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Néant	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	
2.	Services bancaires et autres services financiers (CPC 811-813)		Loi sur les activités bancaires (chapitre 63); Loi n° 46 de 1989 sur la Banque commerciale nationale de Vanuatu; Loi sur la Banque centrale de Vanuatu (chapitre 125); Loi sur la réglementation des activités bancaires telle que modifiée, Loi n° 41 de 1989; Loi n° 20 de 1989 sur la Banque centrale de Vanuatu; Loi sur la Caisse de prévoyance nationale de Vanuatu (chapitre 189).
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Néant	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	

Modes de fourniture		Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
IX. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
1.	Services d'hôtellerie et de restauration (y compris services de traiteurs) (CPC 641-643)		Loi sur l'impôt sur les hôtels et les locaux détenant une patente d'alcool (chapitre 141)
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Néant	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant, sauf dans les zones rurales et lorsqu'il y a concurrence directe avec les hôtels de village.	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	

Tableau 2: Mesures concernant le traitement national

Modes de fourniture		Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
A. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX			
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Accès aux marchés"	Loi sur les licences commerciales (chapitre 173) telle que modifiée; Loi sur l'immigration (chapitre 66) telle que modifiée; Loi sur la nationalité (chapitre 112); Loi sur le travail (permis de travail) (chapitre 187); Loi sur les sociétés (chapitre 191) telle que modifiée; Loi n° 32 de 1992 sur les sociétés internationales; Loi sur les sociétés fiduciaires (trusts) (chapitre 69).
B. APPLICATION SECTORIELLE OU SOUS-SECTORIELLE			
I. SERVICES FOURNIS AUX ENTREPRISES			
1.	<u>Services professionnels</u>		Loi sur les juristes (chapitre 119); Loi sur le partenariat (chapitre 92).
a)	Services juridiques, droit national et étranger, y compris le droit international (CPC 861)		
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Néant, sauf que la fourniture doit se faire dans le cadre d'un cabinet juridique national.	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant, sauf que la présence commerciale doit se faire sous la forme d'une entreprise individuelle ou d'une société de personnes (partnership).	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	

Modes de fourniture	Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
b) Services comptables, d'audit et de tenue de livres (CPC 862) 1) <u>Fourniture transfrontières</u> 2) <u>Consommation à l'étranger</u> 3) <u>Présence commerciale</u> 4) <u>Présence de personnes physiques</u> 5) <u>Liens entre les modes de fourniture</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 5) Non consolidé, sauf que le propriétaire/directeur ayant obtenu une licence commerciale recevra également un permis de séjour.	Lois et réglementations pertinentes Audit des comptes publics (chapitre 165)
c) Services d'architecture (CPC 8671) 1) <u>Fourniture transfrontières</u> 2) <u>Consommation à l'étranger</u> 3) <u>Présence commerciale</u> 4) <u>Présence de personnes physiques</u> 5) <u>Liens entre les modes de fourniture</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant 4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux" 5) Non consolidé	Loi sur les géomètres (chapitre 175); Loi maritime (chapitre 131).
d) Services d'ingénierie (CPC 8672) 1) <u>Fourniture transfrontières</u> 2) <u>Consommation à l'étranger</u> 3) <u>Présence commerciale</u>	1) Néant 2) Néant 3) Néant	

Modes de fourniture		Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	
III. SERVICES DE CONSTRUCTION ET SERVICES D'INGENIERIE CONNEXE			
1.	Travaux d'entreprises générales de construction de bâtiments (CPC 512)		
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Non consolidé*	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	
2.	Travaux de construction d'ouvrages de génie civil (CPC 513)		
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Non consolidé, sauf lorsque les ressources et les matériaux ne sont pas disponibles sur place.	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	

*Non consolidé car techniquement irréalisable.

Modes de fourniture		Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
VII. SERVICES FINANCIERS			
1.	Tous les services d'assurance et relatifs à l'assurance (CPC 812)		Loi sur les assurances (chapitre 82); Loi de 1992 sur la Commission des services financiers.
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Néant	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	
2.	Services bancaires et autres services financiers (CPC 811-813)		Loi sur les activités bancaires (chapitre 63); Loi n° 46 de 1989 sur la Banque commerciale nationale de Vanuatu; Loi sur la Banque centrale de Vanuatu (chapitre 125); Loi sur la réglementation des activités bancaires telle que modifiée, Loi n° 41 de 1989; Loi n° 20 de 1989 sur la Banque centrale de Vanuatu; Loi sur la Caisse de prévoyance nationale de Vanuatu (chapitre 189).
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Néant	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	

Modes de fourniture		Description des mesures	Lois et réglementations pertinentes
IX. SERVICES RELATIFS AU TOURISME ET AUX VOYAGES			
1.	Services d'hôtellerie et de restauration (y compris services de traiteurs) (CPC 641-643)		
1)	<u>Fourniture transfrontières</u>	1) Néant	
2)	<u>Consommation à l'étranger</u>	2) Néant	
3)	<u>Présence commerciale</u>	3) Néant, sauf dans les zones rurales et lorsqu'il y a concurrence directe avec les hôtels de village.	
4)	<u>Présence de personnes physiques</u>	4) Non consolidé, sauf comme indiqué sous "Engagements horizontaux"	
5)	<u>Liens entre les modes de fourniture</u>	5) Non consolidé	

Tableau 3: Mesures concernant le traitement de la nation la plus favorisée

Description des mesures		Lois et réglementations pertinentes
A. ENGAGEMENTS HORIZONTAUX		
Les Etats membres du Melanesian Spearhead Group* (MSG) pourront, en fonction des progrès réalisés au sein de ce groupe, avoir recours à des dérogations (article II) en ce qui concerne l'application aux investisseurs étrangers des procédures normales d'agrément et d'enregistrement des pouvoirs publics et les mesures touchant l'admission et le séjour temporaire des personnes physiques. Les membres du Groupe élargissent actuellement leurs liens, notamment pour ce qui est du commerce des marchandises et des services.		Loi sur les licences commerciales (chapitre 173) telle que modifiée; Loi sur l'immigration (chapitre 66) telle que modifiée; Loi sur la nationalité (chapitre 112); Loi sur le travail (permis de travail) (chapitre 187); Loi sur les sociétés (chapitre 191) telle que modifiée.

*Le Melanesian Speargead Group comprend actuellement les membres suivants: Vanuatu, Iles Salomon et Papouasie-Nouvelle-Guinée. Fidji et la Nouvelle-Calédonie pourraient s'y joindre à l'avenir.